

Quatrième session

COMITE CHARGE DES UNIONS ADMINISTRATIVES  
- - - - -CONSTITUTION DE LA HAUTE COMMISSION DE L'EST AFRICAIN  
DE SES SERVICES ET DE SES ORGANISMES CONSULTATIFSMémoire préparé par le Secrétariat

Le Comité chargé des unions administratives a invité le Secrétariat à préparer le présent document, qui traite de la Haute Commission de l'Est africain ainsi que des services et des organismes consultatifs créés par la Haute Commission de l'Est africain depuis sa constitution.

Le présent document se fonde sur les renseignements pertinents qui figurent à la Gazette officielle (Official Gazette) de la Haute Commission de l'Est africain, vol. 1, nos 1 à 13, 1948, et vol. 2, nos 1 et 2, janvier 1949. Conformément aux dispositions de l'ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947, la Gazette officielle est le journal officiel de la Haute Commission ; doivent y être publiés tous les projets de lois, toutes les lois et tous les autres documents dont la Haute Commission juge la publication désirable (Deuxième partie, article 11). La proclamation conjointe des Gouverneurs du Kenya, du Tanganyika et de l'Ouganda, fixant la date d'entrée en vigueur de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947, devait également être notifiée dans la Gazette officielle (Première partie, article 2).

La Gazette officielle donne donc un tableau actuel des fonctions déjà exercées par la Haute Commission, de toutes les lois et de tous les projets de lois préparés par elle, des nominations auxquelles elle a procédé et des dispositions qu'elle a prises.

I. Entrée en vigueur de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947.

La proclamation n° 1 faite conjointement par les Gouverneurs du Kenya, du Tanganyika et de l'Ouganda, en application de l'article 2 de la première partie, de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission), de 1947, a fixé au 1er janvier 1948 la date d'entrée en vigueur de cet Ordre en Conseil (proclamation n° 1 de la Haute Commission, 1948, Gazette, vol. 1, n° 1 1948).

A. Nomination des membres de la Commission et constitution  
du Secrétariat

Conformément à la deuxième partie, article 12 (1) et (2) de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947, la Haute Commission a procédé à la nomination de l'administrateur, du directeur général des transports, du directeur général des finances, du directeur général des postes (High Commission Notice n° 1, 1948; Gazette vol. I 31 janvier 1948), du secrétaire chargé des questions économiques (High Commission Notice n° 9, 1948, Gazette, vol. I, n° 3, 31 mars 1948) du secrétaire chargé des questions juridiques (Gazette, vol. I; n° 9, 1er septembre 1948), du commissaire aux douanes (Gazette, vol. II, n° 1, 1er janvier 1949). Le chef du personnel (High Commission Notice n° 23, 1948; Gazette, vol. I, n° 8, 1er août 1948) et le secrétaire adjoint (High Commission Notice, n° 32, 1948, Gazette, vol. I, n° 10 ; 30 septembre 1948), ont été nommés pour remplir leurs fonctions dans les services de l'administration.

B. Notification des actes et décisions

Le 26 juillet 1948, la Haute Commission a annoncé qu'à l'exception des cas spécifiés à l'article 8 de la deuxième partie de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947, tous les actes et décisions de ladite Haute Commission, ou leurs notifications, peuvent être notifiés sous la signature, soit de l'administrateur, soit du directeur général des transports, soit du directeur général des finances, soit enfin du directeur général des postes de la Haute Commission de l'Est africain (High Commission Notice, n° 26, 1948 ; Gazette, vol. I, n° 8, 1er août 1948).

C. Titre des fonctionnaires

Conformément aux pouvoirs attribués à la Haute Commission de l'Est africain par la deuxième partie, article 12 (1) de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947, la Haute Commission, après avoir consulté l'Assemblée législative centrale, a ordonné :

1) Que le titre de "directeur général des finances" (a member for Finance) mentionné au paragraphe (d) de l'article 12 (1) de la deuxième partie de l'Ordre en Conseil, soit remplacé par "a Finance Member";

2) Que le titre de "directeur général des transports" (a Member for Transport) mentionné au paragraphe (g) de l'article 12 (1) de la deuxième partie de l'ordre en Conseil, soit remplacé par "un Commissaire aux transports" (a Commissioner for Transport).

(High Commission Notice n° 14, 1948, Gazette, vol. I., n° 4, 1er mai 1948).

II. L'Assemblée législative centrale de l'Est africain.

A. Sessions

La Haute Commission a fixé au 6 avril 1948 la date d'ouverture de la première session de l'Assemblée législative centrale (Proclamation n° 3 de la Haute Commission, 1948 ; Gazette, vol. I, n° 2, 28 février 1948). La deuxième session s'est ouverte le 31 août 1948 (Proclamation n° 5 de la Haute Commission, 1948 ; Gazette, vol. I, n° 6, 1er juillet 1948).

B. Nomination du Président

Sir Geoffry Alexander Stafford Northcote a été nommé Président de l'Assemblée législative centrale, conformément à l'article 16 (1) de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947 (High Commission Notice, n° 6, 1948 ; Gazette, vol. I, n° 2, de 1948). Après le décès de Sir Geoffry Northcote, Sir Henry Guy Pilling a été nommé Président (High Commission Notice, n° 9, 1949 ; Gazette vol. II, n° 2, 31 janvier 1949).

C. Préséance des membres de l'Assemblée législative centrale de l'Est africain

Conformément à la troisième partie, article 25 (1) et (2) de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947, la Haute Commission a fixé le rang de préséance des membres de droit dans l'ordre suivant : l'administrateur, le commissaire aux transports, le directeur général des finances, le directeur général des postes, le commissaire aux douanes (lorsqu'il sera nommé), le secrétaire chargé des questions économiques et le secrétaire chargé des questions juridiques (High Commission Notice, n° 7 ; Gazette vol. I, n° 2, 28 février 1948). La Haute Commission a également décidé en ce qui concerne les membres fonctionnaires nommés, que la préséance serait la suivante : le membre fonctionnaire nommé par le Gouverneur du Kenya, le membre fonctionnaire nommé par le Gouverneur du Tanganyika et le membre fonctionnaire nommé par le Gouverneur de l'Ouganda (High Commission Notice, n° 8 /1948 ; Gazette vol. I, n° 2, 28 février 1948).

D. Lois concernant la composition de l'Assemblée législative centrale de l'Est africain

Loi proclamant que la fonction de Liwali de la Côte, dans la colonie et protectorat du Kenya, ne constitue pas une fonction rémunérée de la Couronne.

Titre abrégé : Loi relative au Liwali de la Côte (dispense) de 1948

Exposé des buts et motifs :

"Il a été jugé bon de décider que la fonction de Liwali de la Côte au Kenya ne constituera pas une fonction rémunérée de la couronne à l'une quelconque des fins de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947. Ce projet de loi sera présenté, conformément

aux dispositions de l'article 1 (4) (ii) de l'Ordre en Conseil, afin que si l'Assemblée l'adopte, la Haute Commission soit libre de nommer le Liwali de la Côte membre arabe non fonctionnaire de l'Assemblée" (High Commission Notice n° 5, 1948, Gazette, vol. I, n° 2, 28 février 1948). Cette loi, qui porte le n° 1 de l'année 1948, a reçu le 7 avril 1948 l'assentiment de la Haute Commission et est entrée en vigueur à la même date (Gazette supplément n° 1, 1er mai 1948).

Le Secrétaire d'Etat aux colonies a annoncé que Sa Majesté n'exercerait pas son pouvoir de rejet à l'égard de cette loi (High Commission Notice n° 17, 1948 ; Gazette, vol. I, n° 5, 1er juin 1948).

### III. Services et organismes chargés de donner des avis et des conseils

Le 1er janvier 1948, la Haute Commission a pris en charge l'administration des services énoncés à l'Annexe I de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947, et a assumé le pouvoir de désigner les organismes chargés de donner des avis et des conseils, pouvoir qui lui est conféré par l'article 9 (1) (d) de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947. (Proclamation n° 2 de la Haute Commission, 1948 ; Gazette vol. I, n° 1, 31 janvier 1948). Les services et les organismes suivants chargés de donner des avis et des conseils ont été constitués :

#### A. Le service des postes et télégraphes de l'Est africain

##### 1) Transformation

Conformément à l'ordre relatif aux Postes et Télégraphes de l'Est africain (transformation) de 1949, le service des Postes et Télégraphes de l'Est africain a été transformé en service autonome de la Haute Commission à compter du 1er janvier 1948, conformément aux dispositions de l'Ordre (High Commission Notice n° 3, 1949 ; Gazette vol. II, n° 1, 1er janvier 1949).

##### 2) Le Conseil consultatif des postes et télégraphes de l'Est africain

Les membres suivants ont été nommés :

Kenya : M. Reginald Victor Stone, M. Vazier Eboo Pirbhai.

Tanganyika : M. James Reid Leslie, M. Akborali Abdulhusein Adamjee.

Ouganda : M. Henry Steven Potter, M. Cyril Handley Bird

(M. Joseph Trevor Simoson étant membre suppléant pendant l'absence de M. Cyril Handley Bird).

(High Commission Notice n° 10, 1948 ; Gazette, vol. I, n° 3, 31 mars 1948).

#### B. Le service des douanes et des contributions indirectes de l'Est africain

##### 1) Entrée en fonctions

La Haute Commission a fixé au 1er janvier 1949 la date à laquelle elle prendrait en charge l'administration du service



des douanes et des contributions indirectes de l'Est africain (Proclamation n° 1 de la Haute Commission, 1949 ; Gazette, vol. II, n° 1, 1er janvier 1949).

2) Fusion de services territoriaux

En vertu de l'ordre relatif au service des douanes et des contributions indirectes de l'Est africain de 1949, le service des douanes du Kenya et de l'Ouganda et le service des douanes du Tanganyika ont été fusionnés à compter du 1er janvier 1949 et ont formé le service des douanes et des contributions indirectes de l'Est africain (High Commission Notice n° 2, 1949 ; Gazette, vol. II; n° 1, 1er janvier 1949).

C. Administration des chemins de fer et des ports de l'Est africain

1) Entrée en fonctions

La Haute Commission a décidé le 1er mai 1948 de fusionner le service des chemins de fer et des ports de l'Ouganda et le service des chemins de fer et des ports du Tanganyika sous le nom d'Administration des chemins de fer et des ports de l'Est africain (High Commission Notice n° 13, 1948, Gazette, vol. I, n° 4, 1er mai 1948).

La Haute Commission a pris en charge l'administration des chemins de fer et des ports de l'Est africain le 1er mai 1948 (Proclamation n° 4 de la Haute Commission, 1948 ; Gazette, vol. I, n° 4, 1er mai 1948).

2) Transfert des pouvoirs

La Haute Commission a décidé que tous les pouvoirs, fonctions ou tâches qui étaient jusqu'à présent du ressort du Haut Commissaire aux transports, nommé conformément aux Ordres en Conseil relatifs au Kenya et à l'Ouganda (transports) de 1925 à 1958, soient transférés, sous réserve des restrictions fixées ou des directives données par la Haute Commission, et à compter du 1er mai 1948, au Commissaire aux transports nommé conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article 12 de la deuxième partie de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain (Haute Commission) de 1947 (High Commission Notice, n° 16, 1948 ; Gazette, vol. I, n° 5, 1er juin 1948).

3) Nominations

Le directeur général par intérim et le directeur général adjoint par intérim ont été nommés (High Commission Notice n° 12, 1948 ; Gazette, vol. I, n° 4, 1er mai 1948). Trente-cinq autres nominations de nouveaux fonctionnaires ont été annoncées (Gazette, vol. I, nos 1 et 2).

#### 4) Annulation de règlements

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 49 de l'Ordonnance de 1928 sur la réglementation des ports, modifié par l'article 5 de la loi de 1949 sur les chemins de fer et les ports de l'Est africain (dispositions provisoires), la Haute Commission a révoqué, par les règlements de 1949 sur les ports (modifications), les règlements 160 à 178 (nos 160 et 178 y compris) de la réglementation de 1945 sur les ports (High Commission Notice, n° 13 1949 ; Gazette, vol. II, n° 2, 31 janvier 1949).

#### 5) Loi de 1948 sur les chemins de fer et les ports de l'Est africain (dispositions provisoires)

La Haute Commission a approuvé la présentation à l'Assemblée centrale du projet de loi suivant :

Loi portant transfert à la Haute Commission de l'Est africain de certains pouvoirs et fonctions concernant l'administration des chemins de fer et des ports de l'Est africain, connue jusqu'à présent sous le nom de Service des chemins de fer et des ports du Kenya et de l'Ouganda et Service des chemins de fer et des ports du Tanganyika, en attendant la promulgation d'une loi autorisant l'exploitation conjointe de ladite administration des chemins de fer et des ports de l'Est africain, et concernant des questions connexes.

Titre abrégé : Loi relative aux chemins de fer et aux ports de l'Est africain (dispositions provisoires) de 1948 (High Commission Notice n° 22, 1948 ; Gazette, vol. I, n° 7, 7 juillet 1948).

Cette loi, qui porte le n° 2 de l'année 1948, a reçu le 7 octobre 1948 l'assentiment de la Haute Commission (Gazette : supplément n° 2, 15 octobre 1948). Elle est entrée en vigueur le 15 octobre 1948 (High Commission Notice n° 36, 1948 ; Gazette vol. I, n° 11, 15 octobre 1948).

Le Secrétaire d'Etat aux colonies a annoncé que Sa Majesté n'exercerait pas son pouvoir de rejet à l'égard de cette loi (High Commission Notice n° 4, 1949, Gazette, vol. II, n° 1, 1er janvier 1949).

#### 6. Nominations

Le directeur général de l'Administration des chemins de fer et des ports de l'Est africain, exerçant les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 4 (4) de l'ordonnance sur les ports, amendé par la loi de 1948 sur les chemins de fer et les ports de l'Est africain (dispositions provisoires) a annulé la nomination des officiers de port figurant à la General Notice n° 856 de la gazette du Territoire du Tanganyika de l'année 1943 et a nommé des officiers de port pour douze ports du Territoire du Tanganyika (High Commission Notice n° 6, 1949 ; vol. II, n° 1, 1er janvier 1949).

D. Conseil industriel de l'Est africain

La Haute Commission a décidé que tous les pouvoirs attributions ou fonctions d'ordre réglementaire ou autre exercés par le Conseil industriel de l'Est africain tel qu'il avait été constitué à l'origine seraient transférés au Conseil industriel de l'Est africain, reconstitué conformément à l'Ordre relatif au Conseil industriel de l'Est-africain de 1948.

1) Fonctions

Les fonctions du Conseil, telles qu'elles sont exposées dans l'Ordre, sont les suivantes :

- a) Donner ses avis à la Haute Commission sur les questions d'ordre général concernant le développement industriel de l'Est africain;
- b) Examiner les questions que lui soumet la Haute Commission ou l'un quelconque des Gouvernements de l'Est africain et donner ses avis à la Haute Commission ou aux Gouvernements sur ces questions;
- c) S'acquitter des fonctions qui pourraient être confiées au Conseil par la Haute Commission, par l'un quelconque des Gouvernements de l'Est africain, en vertu de toute loi à laquelle la Haute Commission aurait donné son assentiment ou de tout acte législatif promulgué dans l'un quelconque des territoires de l'Est africain.

2) Composition

Le Conseil est composé des personnes suivantes :

- a) Le Président, qui est l'Administrateur de la Haute Commission;
- b) Le Vice-Président, qui est le secrétaire chargé des questions économiques de la Haute Commission;
- c) Un membre nommé par la Haute Commission;
- d) Trois membres nommés par le Gouverneur du Kenya;
- e) Trois membres nommés par le Gouverneur du Tanganyika;
- f) Trois membres nommés par le Gouverneur de l'Ouganda.

Les membres nommés restent en fonctions pendant deux ans et leur mandat peut être renouvelé. Les sessions sont tenues aux lieux et dates choisis de temps à autre par le Président, et il doit y avoir au moins une session par an. (Ordre relatif au Conseil industriel de l'Est africain, 1948, High Commission Notice No. 31, 1948; Gazette, Vol. I, No. 9, 1er septembre 1948).

### 3) Nominations

Les nominations suivantes au Conseil ont été annoncées.

- a) Membre nommé par la Haute Commission :  
Sir Reginald Robins.
- b) Membres nommés par le Gouverneur du Kenya :  
Le secrétaire au commerce et à l'industrie :  
A.J. Don Small  
D.D. Puri.
- c) Membres nommés par le Gouverneur du Tanganyika :  
Le secrétaire aux finances du Gouvernement du Tanganyika :  
E.C. Phillips  
A.A. Adamjee.
- d) Membres nommés par le Gouverneur de l'Ouganda :  
C.C. Spencer  
H.K. Jaffer  
J. Simpson

(High Commission Notice No. 35, 1948 ; Gazette, Vol. I., No. 10, 30 septembre 1948).

### 4) Délivrance de licences industrielles

Dix demandes de licence industrielle ont été annoncées dans la Gazette au cours de l'année 1948. Ces demandes ne concernaient que l'Ouganda.

### E. Le Conseil consultatif des transports

La Haute Commission a pris en charge le 1er janvier 1948 les fonctions de East African Transport Policy Board conformément aux pouvoirs que lui confère l'alinéa e) du paragraphe 1) de l'article 9 de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est-africain (Haute Commission) de 1947 (Proclamation No. 2 de la Haute Commission; Gazette, Vol. I, No. 1, 31 janvier 1948).

#### a) Nominations

Conformément aux dispositions de l'article 9 1) e) de l'Ordre en Conseil relatif à l'Est africain en Haute Commission de 1947, la Haute Commission a constitué un Conseil consultatif des transports, qui comprend :

Le Commissaire aux transports, membre de droit, Président

Sir Alfred Vincent, membre

Général W.H. Scupham, membre

H.K. Jaffer, membre.

#### Nommés par le Gouvernement du Kenya

Le commandant H.H. de V. Joyce, membre

M. George A. Tyson, membre



Nommés par le Gouvernement du Tanganyika

M. M.A. Carson, membre

M. A.A. Adamjee, membre

Nommés par le Gouvernement de l'Ouganda

Le secrétaire aux finances de l'Ouganda, membre

M. J.T. Simpson, membre

Madame R. Watkins-Pitchford, secrétaire (High Commission

Notice No. 21 ; Gazette, Vol. 1, No. 6, 1er juillet 1948).

2) Nominations aux commissions des chemins de fer et des ports

Commission des chemins de fer.

a) Nommés par le Conseil consultatif des transports

Le général W.E.H. Scupham

M. J.T. Simpson

M. M.A. Carson

b) Nommés par le Gouvernement du Kenya

Le directeur des finances du Kenya.

M. L.R. Maconochie-Welwood.

c) Nommés par le Gouvernement du Tanganyika

Le secrétaire aux finances du Tanganyika

M. I.C. Chopra.

d) Nommés par le Gouvernement de l'Ouganda

Le commissaire adjoint au développement économique de l'Ouganda

M. A.N. Maini

Commission des ports

a) Nommés par le Conseil consultatif des transports

M. George A. Tyson

M. A.A. Adamjee

M. H.K. Jaffer

b) Nommés par le Gouvernement du Kenya

Le commissaire de province adjoint de la province de la Côte

M. W.R.H. Austin

c) Nommés par le Gouvernement du Tanganyika

Le vice-président de la Commission du développement économique du Tanganyika.

M. J.S. Davis

d) Nommés par le Gouvernement de l'Ouganda

M. L. Shoolman

M. A.S. Folkes

(High Commission Notice No. 12, 1949; Gazette, Vol. II, No. 2, 31 juillet 1949).

F. Direction de l'aviation civile de l'Est-africain

La Haute Commission a remplacé le 1er janvier 1948 l'East African Air Transport Authority, dont elle a pris en charge les fonctions (Proclamation no. 2 de la Haute Commission; Gazette, Vol. I, no. 1, 31 janvier 1948).

1) Nominations

La nomination du directeur (High Commission Notice No. 1, 1948; Gazette Vol. I., No. 1, 31 janvier 1948) et de dix-huit autres membres de la direction de l'aviation civile de l'Est africain a été annoncée (Gazette, Vol. I., nos. 1-12, 1948).

2) Compagnie des transports aériens de l'Est-africain

La nomination du Président (High Commission Notice No. 5, 1949; Gazette, Vol. II, no. 1, 1er janvier 1949) et d'un membre, William George Drummond Hay Nicol (High Commission Notice no. 10 Gazette, Vol. II. no. 2, 31 janvier 1949) a été annoncée.

G. Les services de recherche de l'Est africain

1) Organisme de recherche agricole et forestière de l'Est africain

La nomination du directeur a été annoncée (High Commission Notice no. 1 1948; Gazette, Vol. I. no. 1, 31 janvier 1948).

2) Organisme de recherche vétérinaire de l'Est africain

La nomination de 15 membres du personnel a été annoncée (Gazette, Vol. I. nos. 8 et 12).

3) Organisme de recherche de l'Est africain sur la mouche tsé-tsé et la trypanosomiase

Neuf nominations, y compris celle du directeur, ont été annoncées (Gazette, Vol. I., nos. 2 à 6 et 13).

4) Conseil de recherche industrielle de l'Est africain

La nomination du vice-président a été annoncée (High Commission Notice no. 1, 1948; Gazette, Vol. I., no. 1, 31 janvier 1948).

H. Bureau des publications de l'Est africain

La Haute Commission a repris la direction du Bureau des publications de l'Est africain à compter du 1er janvier 1948 (Proclamation No. 2 de la Haute Commission 1948; Gazette Vol. I., No. 1, 31 janvier 1948). Il a été procédé à la nomination du directeur et de quatre autres membres. (Gazette, Vol. I., nos. 55, 8, 9).

I. Collège de Makerere

La Haute Commission a annoncé que c'est à compter du 1er août 1948 que l'Assemblée serait habilitée à voter des règlements relatifs au Collège de Makerere (y compris les écoles techniques et les institutions de recherche rattachées au Collège). (High Commission Notice no. 25, 1948, Gazette, Vol. I, No. 8, 1er août 1948).

J. Administration des réfugiés de l'Est africain

La nomination d'un commissaire a été annoncée (High Commission Notice no. 1, 1948; Gazette, Vol. I, no. 1, 31 janvier 1948).

K. Direction de la démobilisation, de la rééducation et de la formation professionnelle de l'Est africain

La nomination du directeur adjoint de la formation professionnelle, ainsi que celle de deux autres membres, a été annoncée (High Commission Notice No. 1, 1948; Gazette Vol. I., no. 1, 31 janvier 1948).